



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

09 DEC. 2024

portant mesures conservatoires à la société Les Gravières d'Alsace - GRAVIDAL
pour l'exploitation de ses installations situées à Beinheim (GRAVIDAL périmètre SUD)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et les articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 mars 2004 autorisant la société GRAVIDAL SA (Les Gravières d'Alsace) à exploiter une carrière d'alluvions rhénanes sablo-graveleuses sur la commune de BEINHEIM pour une durée de 20 ans ;
- VU** la demande reçue le 08 octobre 2024 par courrier d'autorisation de poursuite de remise en état du périmètre SUD de la gravière pour une durée de deux ans ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation environnementale (DAENV) déposé le 18 janvier 2024 par la société GRAVIDAL qui a fait l'objet d'une demande de compléments le 19 avril 2024 et en cours d'instruction ;
- VU** l'absence d'observation de la société GRAVIDAL sur le projet communiqué le 24 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT que la société GRAVIDAL a été autorisée à exploiter la gravière de Beinheim (partie SUD du plan d'eau lieu-dit Aspenkopf) par arrêté préfectoral du 10 mars 2004 pour une durée de 20 ans et que la société GRAVIDAL est également autorisée à exploiter une gravière sur la partie NORD lieu-dit Heinrich Krieger du même plan d'eau par arrêté préfectoral du 3 novembre 2009 pour une durée de 18 ans : il y a de fait un même plan d'eau avec deux arrêtés distincts ;

CONSIDÉRANT que la société GRAVIDAL a déposé le 18 janvier 2024 une demande d'autorisation environnementale pour disposer d'un arrêté préfectoral unique sur un seul périmètre et que ce dossier est en cours d'instruction.

CONSIDÉRANT que l'autorisation d'exploiter la gravière Beinheim SUD, lieu-dit Aspenkopf est échue depuis le 10 mars 2024.

CONSIDÉRANT que la société GRAVIDAL a sollicité par courrier le 08 octobre 2024 une prolongation de l'autorisation pour la gravière Beinheim SUD, lieu-dit Aspenkopf pour une durée de deux ans afin d'effectuer la remise en état du site ;

CONSIDÉRANT que la société GRAVIDAL poursuit depuis mars 2024 ses activités de remblayage de la roselière sur le plan d'eau Beinheim SUD lieu-dit Aspenkopf et qu'il convient d'encadrer ses activités ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments d'appréciation du dossier associé DAENV (demande d'autorisation environnementale) et courrier du 08 octobre 2024 susvisé, il apparaît que la poursuite de la remise en état, remblayage de la partie SUD lieu-dit Aspenkopf, ne constitue pas une modification substantielle au sens du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en prescrivant à la société GRAVIDAL des mesures conservatoires sur le plan d'eau Beinheim SUD lieu-dit Aspenkopf ;

APRÈS communication du projet d'arrêté à la société GRADIVAL,

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} – PROROGATION DE LA DURÉE D'EXPLOITATION POUR REMISE EN ETAT ; REMBLAYAGE

Le délai accordé à la société GRAVIDAL pour la remise en état de la roselière au SUD de la carrière située à Beinheim lieu-dit Aspenkopf est prolongé jusqu'au 10 mars 2026.

Article 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

L'exploitant respecte les prescriptions et les obligations définies dans l'arrêté préfectoral du 10 mars 2004 article 16 et article 30 cités ci-dessous.

Nonobstant les prescriptions du présent arrêté de mesures conservatoires, les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières sont respectées.

Article 16 - REMBLAYAGE :

Tout remblayage autre que le remblayage visé ci-dessous, dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site, est interdit. Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Remblayage autorisé

Ce remblayage en eau est autorisé dans le cadre de l'aménagement d'une zone à vocation écologique décrite dans le dossier de demande d'autorisation en partie Sud de la darse jusqu'à la cote 114 m NGF (environ 13 ha).

Les seuls matériaux autorisés pour ce remblayage sont les matériaux fins issus du traitement des eaux résiduaires sur la drague-usine correspondant aux graves argileuses et silteuses analysées dans le cadre de l'étude EEG SIMECSOL n° 712030021E du 25/11/03, complétée le 10/02/04, relative à la stabilité des berges et aux conditions de remblaiement de la darse.

Conditions de mise en œuvre pour le remblayage de la partie Sud de la darse

Cette mise en œuvre est réalisée conformément à l'étude citée plus haut et notamment :

Pour limiter les risques de glissement, le remblaiement sera effectué depuis le plan d'eau au moyen d'une barge à clapets avec les matériaux de type graves argileuses proposés par l'exploitant. Ce remblaiement est monté par couches successives sensiblement sub-horizontales, en commençant à partir du pied du talus à restituer, à une distance de 80 à 100 m du bord du plan d'eau à remblayer pour un talus de hauteur verticale 15 m et une pente définitive de l'ordre de $\text{tg}\beta = 1/7$ (8°), puis en s'approchant progressivement du bord. Les premières couches (pied du talus) sont réalisées du Sud vers le Nord (vers le pied du talus), de manière à repousser les

éventuelles couches de schlamms ou d'argile molle vers le fond du plan d'eau et éviter ainsi qu'elles ne constituent des zones de glissement préférentielles.

Article 30 - DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE :

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation.

Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définies dans la demande et conformément au plan joint à l'arrêté du 10 mars 2004.

Sans préjudice des dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état est conduite dans le respect des prescriptions suivantes :

- le tracé des rives doit éviter les formes linéaires,*
- les talus doivent présenter des pentes diverses, afin de permettre l'implantation d'espèces animales et végétales variées,*
- les terres de découverte et les horizons humifères servent à la remise en état des zones situées autour du plan d'eau,*
- les plantations terrestres et aquatiques sont réalisées comme prévu dans le document d'impact,*
- la partie sous le vent du plan d'eau bénéficie d'une protection spéciale au droit de la zone de batillage des eaux,*

Article 3 – GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières qui permet d'assurer la remise en état maximale est de 65 300€ (calculé à partir du dernier indice TPO1).

Ce montant est cautionné jusqu'à la régularisation administrative des installations.

L'exploitant adresse à la préfecture du Bas-Rhin, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'original du document qui atteste de la constitution de garanties financières. Ce document doit être conforme à un modèle qui figure en annexe à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

4.1. Dispositions diverses

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables.

4.2. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société GRAVIDAL.

4.3. Information des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

4.4. Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers, les mesures de publicité prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement sont mises en œuvre.

4.5. Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, et indépendamment d'éventuelles poursuites pénales, l'exploitant s'expose aux mesures de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

4.6. Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

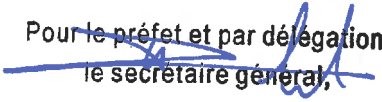
4.7. Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société GRADIVAL,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- au maire de Beinheim.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

le secrétaire général,

Mathieu DUHAMEL